



Fonction publique, services publics : attention dangers !

Le SNUTER-FSU se félicite de la défaite de la candidate du Front National au second tour de l'élection présidentielle. Le SNUTER-FSU a déjà alerté sur la dangerosité de ce parti pour notre démocratie. Le programme du FN ne constitue en rien une réponse aux graves crises qui traversent le pays. Pour autant la progression du nombre de voix, plus de 10 millions, réalisé par ce parti ne peut que nous inquiéter. De nombreux députés d'extrême-droite pourraient arriver à l'Assemblée Nationale : nous devons donc continuer de dénoncer son imposture sociale : Les 11 et 18 juin 2017 : « Pas une voix pour le FN » !

Cependant, le contexte de l'arrivée à la tête de l'État d'Emmanuel Macron, avec un taux d'abstention record et un nombre conséquent de bulletins blancs ou nuls, ne peut être considéré comme un plébiscite à son programme.

Or, loin de tenir compte du message du second tour, le Président Macron promet d'appliquer son programme qui risque d'amplifier les réformes libérales et les politiques austéritaires, accentuant par la même les inégalités sociales. La nomination d'un 1er ministre libéral et la composition de son gouvernement illustrent un gouvernement de combat contre les salariés-es, la protection sociale, les services publics et le pouvoir d'achat.

En choisissant de ne pas dédier un ministère de plein exercice à la Fonction Publique mais de la rattacher au ministère de l'action et des comptes publics, il envoie un message méprisant à tous les agents. Cette approche purement budgétaire est inquiétante et laisse à penser que les agents serviront une nouvelle fois de variable d'ajustement au dogme que constitue l'équilibre des comptes publics.

Pour les collectivités locales, c'est la création d'un Ministère à la cohésion des territoires, qui recouvre le logement, la politique de la ville, l'aménagement du territoire, les collectivités territoriales sans que l'on discerne une priorité donnée aux services de proximité, faisant craindre que l'ensemble des missions de service public soient détériorées et les moyens revus à la baisse.

D'ores et déjà certaines propositions sont inacceptables, en particulier sur le versant FPT. En effet, les collectivités territoriales devront s'engager à réduire la dépense publique locale à hauteur de 10 milliards d'euros et baisser leurs effectifs de plus de 70000 postes. Les employeurs locaux auront plus de souplesse pour gérer leurs ressources humaines : cela veut dire plus de flexibilité. L'application automatique des évolutions de rémunération décidées par l'État aux collectivités territoriales sera remise en cause. Obligation sera donnée aux employeurs locaux, sous six mois, de remettre à plat les dérogations au temps de travail y compris celles validées par les services préfectoraux. C'est aussi aux retraites des fonctionnaires que ce gouvernement entend s'attaquer.

Le SNUTER-FSU porte la nécessité d'un aménagement cohérent du territoire permettant de répondre aux besoins fondamentaux de la population et des usagers et l'accès de toutes et tous à des services publics de proximité et de qualité. C'est ainsi qu'il est défavorable au projet du gouvernement de supprimer 25 départements.

Le nouveau Président de la République a annoncé vouloir gouverner par ordonnances, en particulier concernant la "Loi Travail" : c'est clairement une remise en cause de la démocratie sociale, parlementaire et une conception particulière du dialogue social. Le risque d'une remise en cause de conquises sociales qui constituent notre ciment social est inacceptable et doit être combattu.

Pour le progrès social, contre la casse de la fonction publique, des services publics et de la protection sociale, pour l'augmentation des salaires, pour l'égalité professionnelle femmes/hommes, pour la défense des garanties statutaires, pour les créations de postes indispensables, pour de meilleures conditions de travail, telles sont nos orientations !



Paris, le 22 mai 2017